

Brochure n° 3248

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1512. – PROMOTION IMMOBILIÈRE**

AVENANT N° 31 DU 9 MAI 2012  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2012

NOR : ASET1250913M  
IDCC : 1512

Entre :

La FPI,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

Le SNUHAB CFE-CGC ;

La FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit, dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires :

**Article 1<sup>er</sup>**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 :

- la première valeur de point, à multiplier par le coefficient 100, s'établit à 14,11 € ;
- la seconde valeur du point, à multiplier par la différence entre le coefficient de l'emploi et le coefficient 100, s'établit à 3,56 €.

Il en résulte la nouvelle grille de salaires minima du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012 ci-après :

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (coefficient 100 par application de la 1 <sup>re</sup> valeur de point)	COMPLÉMENT DE SALAIRE par application de la 2 <sup>e</sup> valeur de point	TOTAL (35 heures)
I	1	100	1 411	0	1 411
	2	110	1 411	36	1 447
II	1	123	1 411	82	1 493
	2	143	1 411	153	1 564
	3	163	1 411	224	1 635
III	1	176	1 411	271	1 682
	2	203	1 411	367	1 778

NIV.	ÉCH.	COEF.	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (coefficient 100 par application de la 1 <sup>re</sup> valeur de point)	COMPLÉMENT DE SALAIRE par application de la 2 <sup>e</sup> valeur de point	TOTAL (35 heures)
IV	1	300	1 411	712	2 123
	2	390	1 411	1 032	2 443
V	1	457	1 411	1 271	2 682
	2	590	1 411	1 744	3 155
	3	723	1 411	2 218	3 629

### **Article 2**

Les parties signataires conviennent d'engager une renégociation des salaires au second semestre 2012 en cas d'évolution du Smic ou de la conjoncture économique.

### **Article 3**

Les parties signataires rappellent qu'un accord de branche sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a été signé le 21 février 2011 qui comporte un article sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

### **Article 4**

Le présent accord sera déposé par la FPI auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris.

Un exemplaire sera adressé au greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

La FPI est mandatée pour présenter la demande d'extension.

Fait à Paris, le 9 mai 2012.

(Suivent les signatures.)